

# VEILLE RÉGLEMENTAIRE

## Sécurité des personnes

### Fiche VRE:26

## Travaux temporaires en hauteur

Code du Travail Articles L 4121-1 à 5  
Code du travail Articles R.4322-1 à R.4322-28  
Code du travail Article R4224-7  
Code du travail Articles R4311-4 et 5  
Code du travail Articles R 4323-58 à R4323-103  
Code du travail Articles R 4535-7 et R4721-12

Décret N° 96-333 du 10 avril 1996 relatif à la sécurité des consommateurs en ce qui concerne les échelles portables, escabeaux et marchepieds

Décret N°2004-924 du 1<sup>er</sup> septembre 2004 Relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour les travaux temporaires en hauteur (hauteur garde-corps, plinthe de butée, dispositifs de recueil souple ou système individuel d'arrêt de chute, filet anti chute)

Arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux conditions d'exécution et de vérifications opérations de montage, démontage et remise en service d'un échafaudage

Arrêté du 14 avril 2016 modifiant les arrêtés portant définition et fixant les conditions de délivrance des spécialités de brevet de technicien supérieur relevant des dispositions du code du travail relatives à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur

Circulaire DRT n°2005608 du 27 juin 2005

## 1. Conditions générales de travail

La réglementation ne donne pas de définition du travail en hauteur. C'est à l'employeur de rechercher l'existence d'un risque de chute de hauteur lors de l'évaluation des risques. Le Code du travail précise les règles à suivre pour la conception, l'aménagement et l'utilisation des lieux de travail et pour la conception et l'utilisation d'équipements pour le travail en hauteur.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 05/09/2019

1/10

Le travail en hauteur peut désigner plusieurs situations de travail résultant de l'emplacement du travail (toitures, passerelles, charpentes...) ou de l'utilisation de certains équipements qui surélève la personne (échelles, échafaudages, plates-formes de travail, tabouret, marchepied).

Le travail à proximité d'une tranchée, bien que n'étant pas à proprement parler un travail en hauteur, présente les mêmes risques de chute. Il en est de même pour tous les travaux à proximité de dénivellation : falaise, fouille...

La chute de hauteur constitue la seconde cause d'accidents mortels après ceux de la circulation. Ce risque de chute est caractérisé par un taux de gravité élevé.

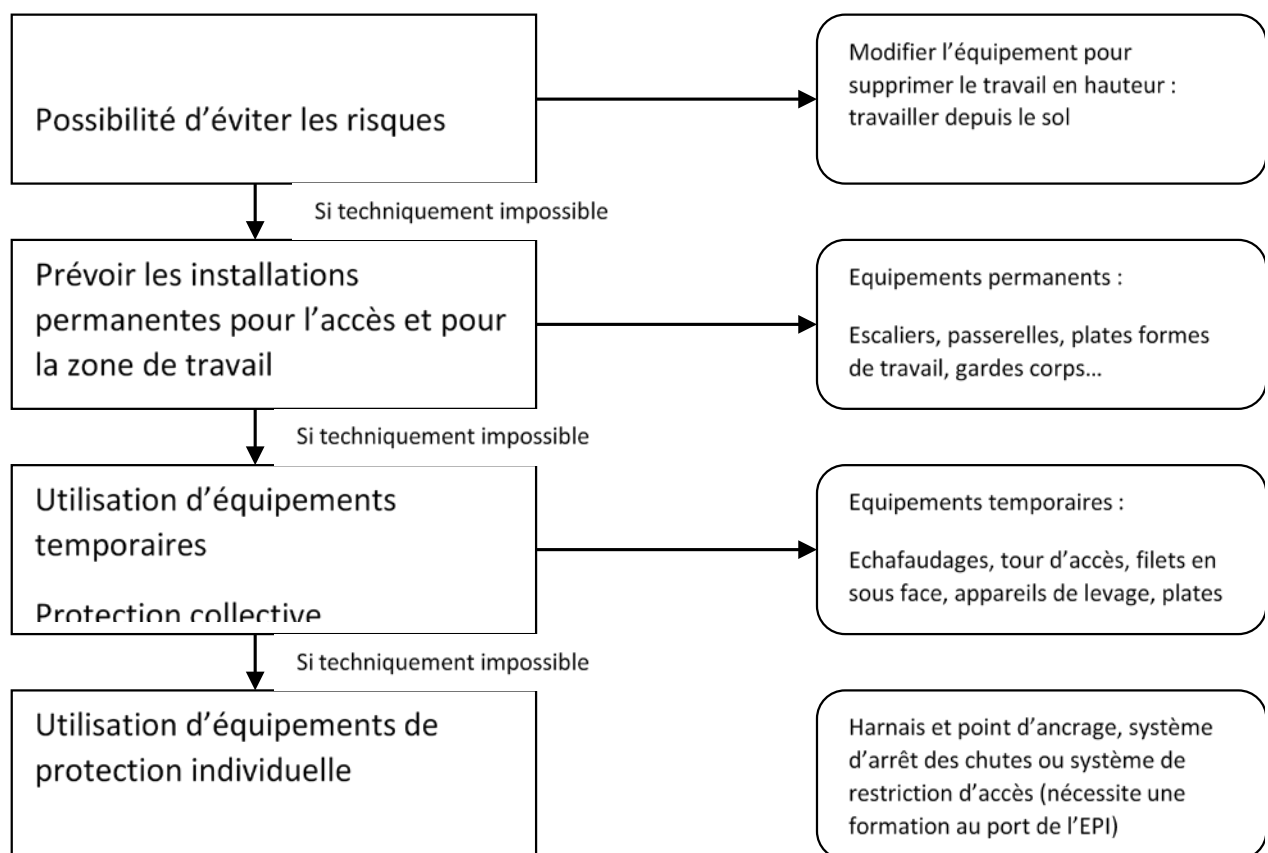
Pour que le travail en hauteur soit exécuté en sécurité, l'employeur doit privilégier la protection collective sur la protection individuelle.

Les dispositifs de protection collective doivent être disposés de manière à ce qu'il n'y ait pas d'interruption (exemple : échelle enlevée) de l'accès pour parvenir au poste de travail. Si cela ne peut pas être évité, des mesures de sécurité supplémentaires sont prises afin d'assurer un niveau de sécurité équivalent. Il ne doit pas y avoir de risques de chutes, qu'il y ait interruption ou non.

L'accès au poste de travail doit être ergonomique et permettre de porter secours à toute personne en difficulté et d'assurer une évacuation.

Les conditions météorologiques et environnementales ne doivent pas compromettre la santé et la sécurité des travailleurs, sinon l'intervention n'est pas réalisable.

#### Logigramme de choix / Protection contre la chute de hauteur



*comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 05/09/2019

## 2. Prévention lors de la conception des travaux en hauteur

### 2.1 Prévention et poste de travail en hauteur

L'identification de toutes les situations de travail exposant les salariés au risque de chute doit intervenir en amont de la démarche et de l'intervention. Le chef d'établissement prend les mesures d'organisation suivantes :

- Choix du moyen d'accès adapté en s'assurant de la conformité aux règles techniques ;
- Formation du personnel à l'utilisation et si nécessaire au montage du moyen d'accès ;
- Information du personnel sur les consignes de sécurité à respecter lors de l'accès en hauteur.

Les travaux en hauteur sont obligatoirement réalisés à partir d'un plan de travail. Le plan de travail est une surface, sensiblement plane et horizontale, sur laquelle prennent place des travailleurs pour exécuter un travail, cette surface est équipée de garde-corps périphériques. L'exécution des travaux doit se faire dans des conditions ergonomiques (R4323-58).

### 2.2 Equipement permanent ou temporaire

La prévention des chutes de hauteur est assurée en premier lieu par l'utilisation d'équipements de protection collectif permanents comme des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et résistants :

- garde-corps (hauteur comprise entre un mètre et un mètre dix) comprenant une plinthe de butée, une main courante, une lisse intermédiaire ou bien encore un autre système ayant un niveau de sécurité équivalent.

On qualifie cette prévention de moyen de protection collective permanent contre la chute.

Si l'équipement permanent n'est pas disponible, alors on peut mettre en place un équipement provisoire (temporaire) comme :

- un système souple si ce n'est pas possible de mettre un garde-corps (des dispositifs de recueil souples sont installés et positionnés de manière à permettre d'éviter une chute) ce sont les filets en grande nappe et filets sur console.

Ce sont des moyens de protection collective temporaires contre la chute.

## 3. Les équipements pour le travail en hauteur

Lorsqu'il n'est pas possible de disposer d'un poste de travail installé et équipé comme ci-dessus le recours à des équipements d'accès et de travail en hauteur doit être envisagé.

Le décret 2004-924 distingue l'accès au travail en hauteur. Échelles et escabeaux sont des moyens d'accès alors que échafaudages et plates-formes peuvent être utilisés comme des postes de travail.

Cette catégorie regroupe des matériels qui peuvent être rangés en 2 catégories :

- Equipements non mécanisés qui regroupent les différentes familles d'échafaudages et plates-formes individuelles roulantes ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

- Equipements mécanisés, plates-formes élévatrices mobiles de personnel (PEMP), plates – formes suspendues et plates-formes se déplaçant le long des mats.

Le choix dépendra de la nature du travail et de la hauteur d'intervention. L'évaluation du risque permet d'orienter ce choix.

### 3.1 Les équipements permanents

- **Les garde-corps** : ils sont fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins :
  - o Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ;
  - o Une main courante ;
  - o Une lisse intermédiaire à mi-hauteur;
- **Les plates formes** : ce sont les équipements qui permettent de répondre aux obligations réglementaires d'opérer à partir d'un plan de travail sécurisé ;
- **Les escaliers** : ce sont des équipements qui permettent de répondre à l'obligation réglementaire d'accès sécurisé. Les escaliers qui ne sont pas munis de leurs rampes définitives sont bordés, du côté du vide, de garde-corps et de plinthes ;
- **Les échelles fixes** : les échelles fixes doivent prévenir le risque de chutes de hauteur. Des paliers de repos peuvent être disposés. Il est recommandé de fermer l'accès et de restreindre l'accès qu'au personnel formé.

### 3.2 Les équipements temporaires non mécanisés

- Les échafaudages ;
- Les plates formes individuelles roulantes (PIR) ;
- Les plates formes individuelles roulantes légères (PIRL) ;
- Les garde-corps provisoires ;
- Les protections périphériques temporaires pour travaux d'étanchéité en toiture ;
- Les dispositifs pour atténuer l'effet de chute (filets de sécurité) ;
- Les dispositifs de protection de bas de pente de toiture.

### 3.3 Les équipements temporaires mécanisés

- Les plates formes élévatrices de personnes (PEMP) dites « nacelles » ;
- Les plates formes suspendues ;
- Les plates formes de travail se déplaçant le long des mats.

### 3.4 Les moyens d'accès en hauteur

Les échelles, escabeaux et marche pied sont des moyens d'accès en hauteur, ils ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail.

*Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.*

Date de MAJ : 05/09/2019

4/10

Les échelles portables doivent être posées sur support stable avec des échelons horizontaux et résistants. Les prises et les appuis doivent être sûrs.

Les échelles, escabeaux et marchepieds sont ergonomiques et constitués de matériaux suffisamment solides pour l'emploi qu'il va en être fait.

Le port de charges doit rester exceptionnel.

Elles sont :

- soit fixées sur leur partie supérieure ou leur partie inférieure afin d'éviter qu'elle glisse ou chute ;
- soit maintenues en place avec un dispositif antidérapant (ou dispositif d'efficacité équivalente).

Les échelles composées (elles sont assemblées) doivent être suffisamment rigides et stables.

Les échelles d'accès doivent avoir des prises sûres :

- soit en dépassant d'un mètre le niveau d'accès ;
- soit d'autres dispositifs permettant de garantir la stabilité.

## **4. Les équipements de protection individuelle**

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent techniquement pas être mis en œuvre à partir d'un plan de travail, le recours à la protection individuelle des travailleurs est assuré au moyen d'un système d'arrêt de chute approprié ne permettant pas une chute libre de plus d'un mètre ou limitant dans les mêmes conditions les effets d'une chute de plus grande hauteur (R4323-61).

Dans ce cas où on utilise un dispositif de protection individuelle, un travailleur ne doit jamais rester seul.

### **4.1 Le harnais de sécurité**

Lorsqu'il y a impossibilité technique de mise en œuvre de protection collective, la protection individuelle peut être envisagée. Elle repose sur 2 principes suivants :

- Atténuation de l'effet d'une chute de hauteur ;
- Restriction d'accès.

### **4.2 Système d'arrêt de chute**

Les dispositifs qui atténuent l'effet d'une chute sont : harnais, longes, connecteurs, ancrage. Ceux-ci reposent sur l'utilisation d'un système d'arrêt de chute (coulisseau sur rail, câble ou corde, stop chute à rappel automatique, longe et absorbeur) situé entre la personne et le point d'ancrage.

Il se compose toujours, d'un point d'ancrage, d'un harnais antichute conforme à la norme NF EN 361 et d'un élément comportant une fonction d'absorption d'énergie. Ces dispositifs ne doivent jamais être sollicités, hormis pour la fonction « arrêt de chute » pour laquelle ils sont conçus. Leur utilisation pour maintien au poste de travail ou durant l'ascension vers le poste de travail est à proscrire.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

### 4.3 Points d'ancrage

Le point d'ancrage permet la mise en sécurité des personnes intervenant en toiture terrasse lorsqu'il y a risque de chute de hauteur. Ce point d'ancrage peut être temporaire ou définitif, fixe ou autoportant. Le point d'ancrage est nécessaire s'il n'y a ni garde-corps ni ligne de vie sur la terrasse. Il convient de faire tester annuellement la résistance de l'ancrage par un organisme indépendant.

En supplément, le recours à la protection individuelle impose des contraintes d'organisation parmi les nombreuses contraintes, on peut citer :

- Rapidité de l'intervention des secours ;
- Notice de mise en œuvre ;
- Information du personnel ;
- Vérifications périodiques ;
- Conditions météorologiques.

Même sans plan de travail, les conditions de travail doivent rester sûres.

Des cordes ne peuvent pas être utilisées pour parvenir au poste de travail. Si les autres moyens sont plus dangereux à utiliser, il est possible d'utiliser des cordes à la condition que cela soit pour une intervention temporaire en hauteur. Après évaluation du risque, compte tenu de la durée de certains travaux et de la nécessité de les exécuter dans des conditions adaptées du point de vue ergonomique, un siège muni des accessoires appropriés peut être prévu.

## 5. Compétences pour interventions en hauteur

Il n'existe pas de certificat d'aptitude au travail en hauteur reconnu et obligatoire.

En effet, selon l'arrêté du 14 avril 2016, Les candidats à l'obtention du brevet de technicien supérieur « systèmes constructifs bois et habitat » et du brevet de technicien supérieur « constructions métalliques » doivent, lors de leur confirmation d'inscription à l'examen, fournir l'attestation de formation correspondant aux compétences définies dans les annexes 4 et 5 de la recommandation R. 408 de la Caisse nationale d'assurance maladie et des travailleurs salariés relative à la réception et à l'utilisation des échafaudages de pied.

### 5.1 Les équipements fixes, échafaudages

Pour les équipements fixes, échafaudages, ces derniers ne peuvent être montés, démontés ou modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçus une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Selon l'article R4323-69 du code du travail, la formation comporte :

- La compréhension du plan de montage, de démontage ou de transformation de l'échafaudage ;
- La sécurité lors du montage, du démontage ou de la transformation de l'échafaudage ;
- Les mesures de prévention des risques de chute de personnes ou d'objets ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 05/09/2019

- Les mesures de sécurité en cas de changement des conditions météorologiques qui pourrait être préjudiciable aux personnes en affectant la sécurité de l'échafaudage ;
- Les conditions en matière d'efforts de structure admissibles;
- Tout autre risque que les opérations de montage, de démontage et de transformation précitées peuvent comporter.

Le responsable du montage-démontage de l'échafaudage dispose de la notice de ce dernier. Cette notice reste sur le lieu de travail. La charge admissible doit être marquée sur l'échafaudage et le plancher est approprié (charge supportable, dimensions).

Lors du montage-démontage, la protection contre le risque de chute (travailleurs, objets) est assurée et l'accès à l'échafaudage est strictement réservé au personnel autorisé.

Une vérification réglementaire permet de s'assurer du montage et de la stabilité.

Les matériaux sont solides (compatibles aux conditions d'efforts de structures admissibles) et l'échafaudage est stable (y compris les échafaudages roulants où les roues doivent donc être bloquées. Aucun travailleur ne reste sur l'échafaudage roulant lorsque ce dernier est déplacé).

Une **attestation de compétences** est délivrée par le chef d'entreprise. Elle est obligatoire pour monter, démonter, modifier ou exploiter un échafaudage.

Le **certificat de qualification professionnelle** (CQP) « Monteur d'échafaudages » est l'un des moyens qui permet d'attester la qualification d'une personne à tenir un emploi de monteur d'échafaudages et de vérifier les compétences acquises et de les valider.

## 5.2 Les équipements mécanisés

### 5.2.1 Les plates formes élévatrices mobiles de personnel (PEMP)

Pour les **PEMP**, le conducteur doit connaître parfaitement les caractéristiques, les possibilités et les limites de manœuvre de l'appareil et s'assurer de la maintenance. Le conducteur dispose d'une autorisation donnée par l'employeur, qui doit pouvoir être présentée sur le lieu de travail. Ces équipements nécessitent des vérifications réglementaires lors de leur mise en service et périodiquement chaque semestre lors de l'utilisation.

Selon les articles R. 4323-55 à R. 4323-57 du Code du travail, seules sont habilitées à conduire une PEMP les personnes en possession d'une autorisation de conduite, établie et délivrée par leur employeur sur la base d'une évaluation effectuée par ce dernier.

L'**autorisation de conduite** est un document personnel, limité dans le temps, précis dans son champ d'application qui doit pouvoir être présenté sur le lieu de travail. Celle-ci devient caduque au changement d'employeur.

L'évaluation de l'opérateur prend en compte trois éléments : son aptitude médicale au poste de travail, un contrôle de ses connaissances pour la conduite en sécurité d'une PEMP, sa connaissance des lieux et des instructions à respecter sur le ou les sites d'utilisation.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

### 5.2.2 Plates-formes suspendues et plates-formes sur mâts

Le montage, le démontage ou la modification des plates-formes temporaires mues mécaniquement nécessitent une technicité acquise par une formation spécifique théorique et pratique.

Pour les **plateformes suspendues motorisées**, la démarche de l'employeur en vue de former et de s'assurer de la compétence de ses salariés, est définie par la recommandation R 433 de la CNAMTS « Exploitation des plates-formes suspendues motorisées » adoptée par le Comité technique national du Bâtiment et des Travaux Publics.

L'employeur délivre une **attestation de compétence** permettant aux opérateurs de monter, démonter, modifier sensiblement et utiliser les plates-formes suspendues motorisées.

Pour établir cette attestation, il peut s'appuyer directement sur les référentiels contenus dans la recommandation.

Le **certificat de qualification professionnelle (CQP)** « Monteur en plates-formes suspendues mues mécaniquement » permet aussi à l'employeur de délivrer l'attestation aux salariés qui en sont titulaires.

Pour les **plates formes suspendues motorisées**, la démarche de l'employeur pour former et s'assurer de la compétence des salariés est définie par la recommandation R433 de la CNAMTS Exploitation des plates formes suspendues motorisées

En aucun cas, un équipement non vérifié, non-conforme ne peut être utilisé pour un travail temporaire en hauteur.

### 5.3 Travaux sur cordes

L'article R4323-64 du code du travail prévoit : « Il est interdit d'utiliser les techniques d'accès et de positionnement au moyen de cordes pour constituer un poste de travail.

Toutefois, en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque établit que l'installation ou la mise en œuvre d'un tel équipement est susceptible d'exposer des travailleurs à un risque supérieur à celui résultant de l'utilisation des techniques d'accès ou de positionnement au moyen de cordes, celles-ci peuvent être utilisées pour des travaux temporaires en hauteur. Après évaluation du risque, compte tenu de la durée de certains travaux et de la nécessité de les exécuter dans des conditions adaptées du point de vue ergonomique, un siège muni des accessoires appropriés est prévu.

L'article R4323-89 précise les conditions d'intervention avec les cordes.

L'utilisation des techniques d'accès et de positionnement au moyen de cordes est conditionnée au respect des conditions suivantes :

- Le système comporte au moins une corde de travail, constituant un moyen d'accès, de descente et de soutien, et une corde de sécurité, équipée d'un système d'arrêt des chutes. Ces deux dispositifs sont ancrés séparément et les deux points d'ancrage font l'objet d'une note de calcul élaborée par l'employeur ou une personne compétente ;
- Les travailleurs sont munis d'un harnais antichute approprié, l'utilisent et sont reliés par ce harnais à la corde de sécurité et à la corde de travail ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.



- La corde de travail est équipée d'un mécanisme sûr de descente et de remontée et comporte un système autobloquant qui empêche la chute de l'utilisateur au cas où celui-ci perdrait le contrôle de ses mouvements. La corde de sécurité est équipée d'un dispositif antichute mobile qui accompagne les déplacements du travailleur ;
- Les outils et autres accessoires à utiliser par un travailleur sont attachés par un moyen approprié, de manière à éviter leur chute ;
- Le travail est programmé et supervisé de telle sorte qu'un secours puisse être immédiatement porté au travailleur en cas d'urgence ;
- Les travailleurs reçoivent une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées et aux procédures de sauvetage.

La réglementation (article R. 4323-89 du Code du travail) insiste notamment sur la nécessité d'une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées et aux procédures de sauvetage.

Cette formation doit répondre aux critères généraux exposés dans le Code du travail :

- conditions d'exécution du travail (article R. 4141-13) ;
- conduite à tenir en cas d'accident (article R. 4141-17) ;
- conditions de renouvellement de ces formations (article R. 4323-3).

Deux diplômes permettent d'acquérir les techniques de déplacement sur cordes et de maîtriser les règles de sécurité et de prévention des risques d'accident :

- le certificat de qualification professionnelle agent technique cordiste (CATC), anciennement **certificat d'aptitude aux travaux sur corde** (CATSC) s'obtient après une expérience professionnelle de plusieurs mois et un stage de formation continue organisé par certains Greta ;
- le **certificat de qualification professionnelle de cordiste** (CQP) se prépare en formation continue après une formation du bâtiment ou d'alpiniste.

## 5.4 Formation à l'utilisation du harnais de sécurité

Le harnais de sécurité étant un EPI, l'employeur doit informer de manière appropriée les salariés qui doivent utiliser des EPI :

- des risques contre lesquels l'équipement de protection individuelle les protège ;
- des conditions d'utilisation ;
- des instructions ou consignes concernant les EPI et leurs conditions de mise à disposition ;
- des particularités du site dans lequel ils auront à intervenir.

Le salarié doit suivre une formation adéquate et spécifique à l'utilisation des EPI contre les chutes de hauteur, comprenant un entraînement au port de l'équipement et éventuellement une formation aux interventions de secours et de mise en sécurité.

Ces formations doivent être renouvelées aussi souvent que nécessaire. Le salarié doit être à même de contrôler avant chaque intervention que les équipements sont en bon état et de s'assurer que les vérifications périodiques annuelles ont été effectuées (articles R. 4323-104 à R. 4323-106).

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

## 6. Vérifications périodiques des équipements

L'employeur doit mettre en œuvre des mesures d'organisation dans le cadre de la politique de prévention de son entreprise pour :

- maintenir tous les équipements en **état de conformité**, y compris en cas de modification (article R. 4322-1 du Code du travail) ;
- déceler en temps utile toute **détérioration** des moyens de protection susceptible de créer un danger pour y porter remède (article R. 4322-2 du Code du travail).

La réglementation prévoit, pour certains équipements de travail, des **vérifications initiales** et des **vérifications périodiques** ou ponctuelles, afin de s'assurer de leur état (voir les articles R. 4323-22 à R. 4323-28 du Code du travail). Pour les équipements non visés par les prescriptions réglementaires, il appartient à l'employeur de prendre les dispositions nécessaires en vue de répondre aux objectifs généraux rappelés ci-dessus.

En ce qui concerne les équipements utilisés pour le travail en hauteur, ces dispositions doivent être respectées avec beaucoup de rigueur compte tenu des risques associés à l'utilisation d'un équipement défectueux.

**Pour en savoir plus :**

<http://www.inrs.fr/risques/chutes-hauteur/reglementation-travail-hauteur.html>

Pour le montage et démontage des échafaudages

[https://www.ameli.fr/sites/default/files/Documents/5338/document/recommandation-r408\\_assurance-maladie.pdf](https://www.ameli.fr/sites/default/files/Documents/5338/document/recommandation-r408_assurance-maladie.pdf)

Pour les plates formes suspendues motorisées

<https://www.ameli.fr/sites/default/files/Documents/9930/document/r433.pdf>

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 05/09/2019

10/10